

## **Communiqué du Ministère de la Communication à l'occasion de la journée nationale de l'information**

La célébration, jeudi, de la journée nationale de l'information répond à une volonté collective de mettre en œuvre les dispositions constitutionnelles en faveur du renforcement de la liberté de la presse, de la promotion de la déontologie et de la pluralité, conditions sine qua non de toute avancée démocratique.

Le ministère de la communication, qui rend un hommage appuyé aux personnels des médias et de la communication, rappelle les grands chantiers lancés pour moderniser le secteur de la presse, conformément aux dispositions de la nouvelle constitution et en harmonie avec les engagements internationaux du Maroc en la matière.

La célébration de cette journée nationale intervient dans un contexte de révision de plusieurs législations et de l'instauration d'institutions œuvrant dans le domaine de la presse et ce, selon une approche participative intégrant tous les acteurs, instances et personnalités du secteur.

S'agissant de la mise à niveau du paysage audiovisuel, la promotion des prestations, de la gouvernance et de la qualité du pôle public, le ministère rappelle l'adoption des cahiers des charges de la Société nationale de la radio et la télévision (SNRT) et de la société Soread-2M, soulignant la détermination de tous à élaborer un contrat-programme avancé concernant les chaînes publiques à même de mobiliser les moyens matériels et humains, de réaliser la mise à niveau escomptée et de relever les défis de la qualité, de la compétitivité et de la numérisation.

Pour consolider les acquis de la dernière décennie, le ministère note le projet d'élaboration d'un Code unifié et moderne de la presse et de l'édition qui renforcerait les valeurs de liberté et de responsabilité et réunirait les conditions idoines, notamment, pour l'exercice de la profession dans le but de relever les défis du professionnalisme, de la pluralité et de la compétitivité.

Ce projet de code vise également à reconnaître juridiquement et professionnellement la presse électronique, à réhabiliter la presse régionale en tant que composante essentielle du paysage médiatique.

Le ministère de la communication souligne que tous les acteurs sont associés à la création du Conseil national de la presse, de manière indépendante et démocratique, en vue d'en faire une instance autonome chargée de superviser l'exercice de la profession dans un cadre professionnel, libre, responsable et respectueux de la déontologie.

Il a aussi été procédé à la mise à niveau juridique et institutionnelle de l'entreprise de presse, au renforcement de ses ressources humaines, de sa gouvernance et de la transparence dans l'octroi de la subvention publique au secteur.

Cette année, ajoute le communiqué, a été également marquée par la promotion du rôle et de la mission de l'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP), à travers une série de mesures pratiques et concrètes visant la qualification des ressources humaines au sein de l'agence, l'adoption d'une nouvelle charte de déontologie, le lancement de nouveaux produits et l'élargissement des réseaux national et international.

Dans le cadre du soutien aux personnels du secteur de la presse et l'amélioration de leurs conditions de travail, un accord a été conclu pour renforcer les capacités des journalistes, en leur assurant une formation continue.

Un deuxième accord porte sur le soutien des œuvres sociales au profit des personnels de la presse écrite et un troisième accord est relatif à l'augmentation du nombre des cartes de transport gratuit dans les trains au profit des journalistes.

Le ministère exprime enfin sa détermination à poursuivre la réforme du secteur de la presse, à améliorer la situation professionnelle et sociale de ses personnels.

La réussite de ces chantiers passe par l'adoption d'une approche participative afin de promouvoir le secteur de la presse et de l'information, conclut le ministère.

15/11/2012

(MAP)